

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4299 - LUNDI 25 JUILLET 2022

ENJEUX RÉGIONAUX

La CEEAC tient sa 21^e session ordinaire à Kinshasa

La capitale de la RDC s'apprête à accueillir, ce 25 juillet, la 21^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernements membres de cette structure régionale sont attendus à Kinshasa pour participer à ces assises qui se tiennent dans un contexte marqué par des menaces à la paix, à la sécurité et à la stabilité de la région avec, à la clé, l'activisme des groupes terroristes et autres forces négatives.

Page 3

Félix Tshisekedi lors de la 20^e session ordinaire de la CEEAC au Congo Brazzaville

KINSHASA

Les motocyclistes rappelés à l'ordre



Des motocyclistes dans un carrefour à Kinshasa

Le gouverneur Gentiny Ngabila a tenu, le 21 juillet, une réunion avec les associations et les responsables des motocyclistes de la capitale. L'autorité urbaine a déploré le comportement des motos-taximen sur la voie publique. Il a été rappelé qu'en plus du port obligatoire des

casques pour les « wewa » et leurs clients, toutes les motos doivent être immatriculées et respecter les rayons de circulation. Vingt jours de sursis ont été accordés aux motocyclistes pour se conformer à ces mesures qui seront bientôt coulées en arrêtés.

Page 2

TSHOPO

Les journalistes de Kisangani appelés au respect des règles d'éthique



Des journalistes couvrant une conférence de presse

Les professionnels des médias de la Tshopo ont célébré, le 22 juillet, à Kisangani la Journée nationale de la presse. Ils étaient encadrés, lors de cette célébration, par la section provinciale de l'Union nationale de la presse du Congo / Grande orientale non démembrée et par l'Observatoire de la liberté de la presse

en Afrique.

Cette journée, placée sur le thème « les journalistes de la Tshopo face à l'éthique et la déontologie professionnelle », a connu la participation de plus de quarante journalistes venus des différentes parties de cette province.

Page 4

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

Plus de trois cents millions de dollars pour améliorer le corridor ferroviaire entre l'Angola et la RDC

La République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola multiplient les initiatives d'intégration de leurs économies respectives. Après la modernisation et la réouverture du célèbre poste frontalier de Lufu, qui occupe des milliers de ressortissants des deux pays, la dernière initiative en date est la décision des autorités angolaises d'accorder trois cent

trente-trois millions de dollars pour l'amélioration de la liaison ferroviaire.

Cet investissement angolais aura pour effet d'accélérer les importations des marchandises en provenance de la RDC. L'exploitation et l'extension de cette infrastructure ferroviaire ont été attribuées au consortium Trafigura.

Page 3



La liaison ferroviaire RDC-Angola en passe d'être retablie

ÉDITORIAL

Enjeux

Dans un exposé en guise d'avertissement, le ministre russe des Affaires étrangères a exposé dans la presse africaine- entre autres journaux choisis Les Dépêches de Brazzaville- les enjeux de la tournée qu'il a entreprise sur le continent et dont l'étape du Congo l'a conduit à Oyo, dans la Cuvette, les 24 et 25 juillet, où il a eu des entretiens avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Sergueï Lavrov avançait dans son texte l'idée d'un partenariat d'avenir duquel l'Afrique et son pays explorent les voies d'un développement mutuellement bénéfique. Si l'on excepte le contexte particulier de cette tournée -La Russie est engagée militairement en Ukraine et dans un bras de fer explosif avec l'occident- le message du chef de la diplomatie russe emboîte le pas à ceux d'autres partenaires extérieurs avec lesquels l'Afrique coopère depuis des décennies.

Tout est-il que la crise russo-ukrainienne a jeté une lumière aveuglante sur la place de l'Afrique au sein de la communauté internationale et le rôle qu'elle est appelée à jouer si elle sait tirer les conséquences des mutations en cours et ne se met pas à la remorque des événements. Il serait prétentieux de déduire qu'en adoptant une telle posture le continent se tirerait d'affaire comme par miracle, mais il peut être réconfortant de voir un plus petit, si on peut dire cela de l'Afrique, se poser en conciliateur entre des « grands ».

A titre d'exemple, après la rencontre début juin entre le chef de l'Etat sénégalais, président en exercice de l'Union africaine, Macky Sall, et le président russe, Vladimir Poutine, l'Organisation panafricaine avait ouvert son siège au président ukrainien, Volodymyr Zelinsky qui s'était adressé par visioconférence, le 20 juin, à ses homologues africains. Aujourd'hui comme demain le salut pour l'Afrique réside dans sa capacité à parler à tous ses interlocuteurs en faisant en sorte que son opinion et ses intérêts aussi comptent.

Le Courrier de Kinshasa

KINSHASA

Les motocyclistes rappelés à l'ordre

Le gouverneur Gentiny Ngobila a rappelé qu'en plus du port obligatoire des casques pour les « wewa » et leurs clients, toutes les motos doivent avoir des plaques d'immatriculation et respecter les rayons de circulation. Vingt jours de sursis ont été accordés aux motocyclistes pour se conformer à ces mesures qui seront coulées en arrêtés pour plus de force.



Des motocyclistes sur une place de Kinshasa/DR

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a tenu, le 21 juillet, dans la salle polyvalente de l'Hôtel de ville, une réunion avec les associations et les responsables des motocyclistes de la capitale congolaise. L'autorité urbaine a déploré, lors de cette rencontre, le comportement des motos-taximen sur la voie publique.

Par cette interpellation, le chef de l'exécutif provincial de Kinshasa a voulu mettre des choses en ordre en sensibilisant les « wewa » de la capitale à leur comportement et en les exhortant à un changement total, en vue de prévenir des accidents de circulation et autres comportements déplorés dans la mégalopole et dus au comportement de ces

taximen dans la chaussée.

De nouvelles mesures pour mettre de l'ordre

A l'issue de cette réunion, le gouverneur de la ville a annoncé de nouvelles mesures qui viseront à remettre de l'ordre dans ce secteur précis de la vie des Kinnois. Parmi ces mesures, il a été décidé que désormais, toutes les motos doivent avoir des plaques d'immatriculation pour bien être identifiées; les « wewa » ainsi que leurs clients doivent obligatoirement porter des casques. « Nous devons sécuriser la population et non devenir une menace », a souligné Gentiny Ngobila. Et de demander aux vendeurs des motos de livrer désormais ces engins avec plaques d'im-

matriculation.

Un sursis de vingt jours

Gentiny Ngobila a accordé un délai de vingt jours aux « wewa » pour se conformer à ces deux premières mesures édictées. « A partir du 10 août 2022, un contrôle régulier se fera à Kinshasa », a prévenu le gouverneur de la ville. Gentiny Ngobila a également délimité le rayon de circulation de ces motocyclistes pour ne pas accéder dans la commune de la Gombe. De son côté, le ministre provincial des Transports, Amous Mbokoso, a promis de transformer toutes les mesures prises au cours de cette réunion en arrêtés pour qu'elles soient officielles.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oka
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane

Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olaboure
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ENJEUX RÉGIONAUX

La CEEAC tient sa 21e session ordinaire à Kinshasa

La capitale de la République démocratique du Congo s'apprête à accueillir, ce 25 juillet, la 21e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Plusieurs chefs d'Etats et de gouvernements membres de cette structure régionale sont attendus à Kinshasa pour participer à ces assises qui se tiennent dans un contexte marqué par plusieurs menaces à la paix, la sécurité et la stabilité de la région. On citera, entre autres, La flambée des prix des produits de première nécessité dans les Etats membres à la suite des mauvaises campagnes agricoles, conséquence du dérèglement climatique, de la crise sociale, économique et financière lié à la pandémie de la covid-19 et, plus récemment, aux difficultés d'importation liées à la crise russo-ukrainienne. Outre la montée de la tension entre Kigali et Kinshasa, il y a aussi la persistance des périls sécuritaires dans la région du lac Tchad et l'impact de l'activisme des groupes terroristes dans la bande sahélo-saharienne ; sans oublier la persistance de la crise humanitaire due aux déplacements des populations dans



Félix Tshisekedi lors de la 20e session ordinaire de la CEEAC au Congo Brazzaville

plusieurs Etats membres. L'objectif visé, à en croire le communiqué de l'organisation, est de s'assurer du fonctionnement régulier dans institutions de la communauté à travers le contrôle et le suivi de la mise en œuvre des politiques ainsi que les décisions approuvées par les instances communautaires. De manière plus spécifique, la session ordinaire de Kinshasa a entre autres objectifs

d'apprécier l'état de mise en œuvre du Plan d'action prioritaire (PAP) de la CEEAC, au premier semestre 2022 ; d'examiner et approuver les recommandations des ministres sur les mécanismes d'arrimage des textes de la Fomac et de la structure de l'EMR au Traité et autres textes légaux révisés de la CEEAC.

Les résultats attendus de cette réunion de Kinshasa

sont diversifiés et devraient se greffer sur ceux déjà connus tels que les résultats obtenus au premier semestre 2022 dans la mise en œuvre du PAP de la CEEAC. A cela s'ajoutent les orientations de la vingtième session ordinaire de la CEEAC sur la tenue d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC sur le développement des infrastructures en Afrique cen-

trale.

La conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC est l'organe suprême de prise de décision et de définition des politiques de la Communauté conformément à l'article 12 du Traité révisé de la CEEAC. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 dudit article, la Conférence est chargée, entre autres, d'assurer la direction et le contrôle général de la Communauté et de prendre toutes mesures nécessaires en vue du développement de celle-ci et de la réalisation de ses objectifs.

Enfin, rappelons que la présente session ordinaire de Kinshasa se tient sept mois après la tenue de la 20e session ordinaire tenue le 19 janvier à Kintélé en République du Congo, laquelle session a marqué le passage de témoin entre deux présidences en exercice assumées par le Congo-Brazzaville et la RDC dans les délais prescrits par le Traité révisé de la CEEAC.

Alain Diasso

MATIÈRES PREMIÈRES

Les 333 millions de dollars de l'Angola pour améliorer le corridor ferroviaire

L'investissement angolais aura pour effet d'accélérer les importations de marchandises en provenance de la RDC. En attribuant par appel d'offres l'exploitation et l'extension de cette infrastructure ferroviaire au consortium Trafigura, le gouvernement de l'Angola projette une augmentation substantielle du volume importé : 1,7 million de tonnes d'ici la cinquième année et trois fois plus au cours des vingt prochaines années, soit plus de 5 millions de tonnes.

La République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola multiplient les initiatives d'intégration de leurs économies respectives. Après la modernisation et la réouverture du célèbre poste frontalier de Lufu, qui occupe des milliers de ressortissants des deux pays, la dernière initiative en date est la décision des autorités angolaises d'accorder 333 millions de dollars américains pour l'amélioration de la liaison ferroviaire. Il est question d'accélérer les importations des matières premières en provenance de la RDC. Par ailleurs, le projet est très avancé avec le choix du consortium par appel d'offres. Trafigura, c'est de lui qu'il s'agit, va exploiter et étendre cette infrastructure ferroviaire. Un accord de concession en gestation prévoit l'investissement du consortium de l'ordre de 256 millions de dollars américains dans les infrastructures, 73 millions dans le matériel roulant et 4,3 millions dans d'autres activités.

L'objectif du projet du reste salué par plus d'un expert des deux pays est d'arriver à transporter plus en utilisant les capacités offertes par le corridor ferroviaire. En effet, les tonnes de cuivre, de cobalt et d'autres métaux précieux transportés traditionnellement par camion via la Tanzanie ou l'Afrique du Sud prennent



La liaison ferroviaire RDC-Angola en passe d'être retabletie

généralement plusieurs semaines sur la route avant d'arriver à destination, en raison de la congestion et des retards douaniers. Avec l'amélioration de la liaison ferroviaire, il y a un impact direct sur le volume transporté. Trafigura estime qu'il passera à 1,7 million de tonnes de marchandises d'ici à la cinquième année d'exploitation, 3 millions de tonnes d'ici à la dixième année et 5 millions de tonnes au bout de la vingtième année. Au sujet de l'accord de concession, les informa-

tions en notre possession indiquent qu'il est en bonne voie pour être signé dans les prochaines semaines. Autre information, l'accord s'étend sur une période de 30 ans, avec une possibilité de prolongation de 20 ans si le consortium décide de construire une liaison ferroviaire entre Luacano en Angola et la ville frontalière zambienne de Jimbe.

Aménagé pour la première fois il y a 123 ans par le Portugal, ancienne puissance coloniale, le corridor de Lobito relie

le port maritime angolais de Lobito à Luau, dans l'est de l'Angola, près de la frontière avec la RDC. En renouvelant le corridor très stratégique pour l'Angola, il serait possible pour les importateurs d'utiliser pleinement l'infrastructure ferroviaire existante. Dès lors, le trafic sur la voie routière, réputé plus dangereux et moins rentable, pourrait baisser et les utilisateurs gagneraient en temps et en argent pour exporter vers les marchés internationaux. Le projet actuel va permettre non seulement d'accélérer les importations angolaises des matières premières en provenance de la RDC, mais également d'augmenter la concurrence dans l'espace logistique en offrant une alternative viable au transport routier. A terme, il est attendu une baisse des tarifs du transport des marchandises. Toujours dans le cadre des efforts sous régionaux pour accentuer les échanges économiques, il y a aussi cette bonne intention de RDC d'étendre le poste frontalier avec la Zambie pour le désengorger. Nous le disions dans l'une de nos dernières livraisons, les files de camions s'étendent sur une soixantaine de kilomètres.

Laurent Essolomwa

RDC

Grant Leaity nouveau représentant de l'Unicef

De nationalité sud-africaine, Grant Leaity a officiellement pris ses fonctions, le 22 juillet à Kinshasa, en tant que représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en République démocratique du Congo (RDC).

« L'Unicef collabore avec les autorités nationales et locales, les communautés et d'autres partenaires à travers la RDC pour améliorer la situation des enfants, leurs mères et familles. La perturbation des services sociaux essentiels due à la pandémie ainsi que les conflits à l'est du pays constituent des menaces graves pour les enfants. Nous allons renforcer nos programmes de développement et nos réponses d'urgence, pour permettre à chaque enfant de grandir et s'épanouir », a déclaré le nouveau représentant de l'Unicef.

Avant d'occuper le poste actuel, Grant Leaity était directeur adjoint des Programmes d'urgence de l'Unicef de 2017 à 2022. Au cours de ce mandat au siège, il a été déployé comme coordonnateur principal de l'Unicef pour la riposte à Ebola à l'est de la RDC, en 2019. Il était aussi le coordinateur opérationnel de la réponse mondiale à la pandémie de Covid-19 en 2020, détaché en tant que coordonnateur humanitaire adjoint de l'ONU pour l'Éthiopie en 2021.

Titulaire d'un doctorat en génie mécanique, Grant Leaity a représenté l'Unicef en Equateur de 2014 à 2017. C'est dans ce cadre qu'il a eu à coordonner les interventions d'urgence au bureau régional de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du centre (2010 à 2014).

Notons que Grant Leaity a débuté sa carrière humanitaire auprès de Médecins Sans Frontières en 1998.



Le représentant de l'Unicef en RDC, Grant Leaity

Blandine Lusimana

TSHOPO

Des journalistes de Kisangani appelés au respect des règles d'éthique

A l'issue du séminaire organisé en marge de la Journée nationale de la presse, les professionnels des médias ont bénéficié de l'encadrement de l'Olpa et de l'UNPC/Tshopo.

Les professionnels des médias de la Tshopo ont célébré, le 22 juillet, à Kisangani la Journée nationale de la presse. Ils étaient encadrés lors de cette célébration par la section provinciale de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC)/Grande orientale non démembrée et de l'ONG Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa). Cette journée placée sur le thème « Les journalistes de la Tshopo face à l'éthique et la déontologie professionnelles » a connu la participation de plus de quarante journalistes venus des différentes parties de cette province.

D'entrée de jeu, Jean-Claude Fundi, de l'UNPC/Grande Orientale a fait un bref aperçu historique de cette célébration. Il a également expliqué les motivations profondes de la commémoration de cette journée. Intervenant à son tour, l'ancien journaliste de la Radio Okapi, Aliana Alipanagama, a planché sur le thème « Journaliste, quel comportement adopté pendant les élections ? ». Il a partagé sa longue expérience de près de trente ans dans le métier, en expliquant le rôle d'un journaliste. Il a indiqué, dans son intervention, que la période électorale était un moment de forte turbulence qui n'épargne ni politicien ni paisible citoyen. Il a, dans ce cadre, rappelé « le phénomène 48 » observé il y a quelques années à Kisangani, « pendant lesquelles tout le



Les participants au séminaire.

monde était agité ». Pour mieux informer pendant cette période, a-t-il fait savoir, le journaliste doit se conformer aux règles du métier, avoir une idée précise sur chaque politicien, connaître toutes les institutions qui interviennent durant les élections et leurs missions. « Il faut rester au milieu du village, dites la vérité. Et n'attisez pas le feu. Il faut plutôt l'adoucir », a-t-il conseillé. Et d'ajouter qu'il faut être neutre, équilibré, indépendant et privilégier les deux sons de cloche.

Pas de campagne prématurée dans les médias

Le représentant provincial de l'Observatoire des médias congolais (Omecc), Gilbert Risasi, a jeté un « regard sur le

comportement des médias durant les grands événements ». Il a expliqué brièvement le rôle de l'instance d'autorégulation, avant de déplorer la faible couverture médiatique de la journée nationale de la presse par les médias de la République. Ce représentant provincial de l'Omecc a, en outre, appelé les responsables de l'UNPC à récupérer leurs prérogatives pour permettre à tous les médias de couvrir les événements sans discrimination. « Défendez la corporation... », a-t-il lancé. Et de regretter que les médias de Tshopo privilégient actuellement le culte de personnalité et s'engagent dans une campagne, en accompagnant les politiciens dans la campagne précoce. Gilbert Risasi a aussi

déploré la paresse qui gagne de plus en plus les jeunes journalistes qui ne s'adonnent plus à la collecte des informations mais se fient aux seuls réseaux sociaux. « C'est la loi du moindre effort », a-t-il dit. Le secrétaire de la commission de discipline de l'UNPC, Sébastien Mulamba, est revenu sur la « situation de la corporation dans la Grande Orientale et la position face aux résolutions des Etats généraux de la communication et des médias ». Il a rappelé que c'est depuis avril 2014 qu'un comité a été élu dans l'ancienne province orientale. Aujourd'hui, a-t-il fait savoir, le comité est amputé de la quasi-totalité de ses membres, d'où l'urgence d'organiser les élections. A l'en croire est élec-

teur ou éligible tout journaliste détenteur de la carte professionnelle.

Ce cadre de l'UNPCa, par ailleurs, ont jugé exorbitant le coût actuel de la carte fixé à cinquante dollars américains, l'équivalent de 100 mille francs congolais. Il a également déploré le fait qu'à Tshopo, où il y a plus de deux cents journalistes, seule une vingtaine détient la carte professionnelle. Pour faire fonctionner cette structure, il a appelé ses pairs au paiement des cotisations, avant de donner la raison du rejet des assises et des résolutions des états généraux tenus au centre Nganda à Kinshasa.

Pour clôturer les exposés, le secrétaire exécutif de l'Olpa, Kabongo Mbuyi, a planché sur les informations générales sur la presse congolaise. Il a indiqué que deux journalistes sont aux arrêts ce jour. Il s'est agi, selon lui, de Jeff Kazadi, de Lubumbashi, et de Patrice Booto, de Kinshasa. Kabongo Mbuyi a également évoqué les péripéties pour obtenir des réformes sur la loi de 1996 fixant les modalités de la liberté de presse en RDC. Dans les recommandations issues de cette journée, les participants ont exigé notamment la tenue, dans un délai relativement court, d'une assemblée générale extraordinaire pour régler plusieurs questions d'organisation à l'UNPC/Grande Orientale non démembrée.

Lucien Dianzenza

THÉÂTRE

Survivre à la guerre n'est pas un gage de salut

Le drame familial raconté, le 18 juillet, à la plate-forme Contemporaine, à travers la mise en scène de Tinah Way et David-Minor Ilunga, fort évocateur des réalités derrière les scènes familiales de mendicité des militaires survivants, étendu aux douleurs non racontées d'après-guerre, prouve que nul n'en sort indemne.

Adaptation de Guerre du Suédois Lars Norén, la nouvelle pièce en cours de création présentée dans le cadre de la Yango Biennale de Kinshasa a été suivie religieusement. Attentif aux dialogues souvent crus des personnages marqués par la guerre, la mère désespérant de revoir un époux parti au front alors que sa cadette Sémira garde espoir et que son aînée, Beenina, semble redouter cet improbable retour. Le quotidien banal de cette famille, animée par les chamailleries des filles à côté d'une mère qui a perdu toute autorité sur sa première fille et essaie tant bien que mal de se faire obéir, ne semble pas si dramatique. En effet, ayant survécu à la guerre, l'on pourrait penser qu'elles ont été bien plus chanceuses que leurs voisins disparus. Les petites peurs comme celle d'une rencontre malheureuse sur le parcours en allant puiser de l'eau, ce que Sémira (Chouchou Yoka) hésite à faire, Beenina (Oméga Zama) s'y refuse malgré la demande de la mère (Tinah Way) sont des séquelles pense-t-on. Le

pire est passé semble-t-il puisque l'aînée se farde prête à sortir pour se faire quelques sous charriée par sa cadette. L'on devine la misère qu'essaie de gérer tant bien que mal cette famille après la guerre. L'on ne sait pas exactement où elle s'est passée mais l'évocation des corps amaigris affamés et torturés renvoie sans doute au génocide des Nazis contre les Juifs d'Europe, la Seconde Guerre Mondiale. Toutes ces autres guerres et conflits innommables du monde peuvent s'y coller. Pour preuve les références à des Congolais disparus dont des photos sont partagées en pleine représentation, des noms de victimes citées bien connues à l'instar de Rossy Mukendi, Masika, Major Eric de Sukola 2. Impossible de ne pas faire le lien avec les guerres de l'Est de la RDC dont des évocations sont faits avec notamment Vincent Machozi, le prêtre catholique et défenseur des droits humains assassiné à Beni.

La pièce prend un tout autre tournant avec le retour du père (David-Minor Ilunga) qui met à nu des



Les sœurs Beenina et Sémira s'amusent à se droguer (Adiac)

vérités insoupçonnées. De toutes « ses dames », seule Sémira semble véritablement se réjouir de le voir. Le chef de famille revient au foyer le visage barré par de lunettes noires, il est aveugle. Mais la première chose que voit sa femme ce sont ses chaussures toutes abîmées. Elle fait d'ailleurs une observation sur cette demi-paire dont le bout s'est désolidarisé de la semelle. La mise dépareillée du père de famille ne fait nul doute sur les misères qu'il a bravé avant de revenir sous son toit.

Revenu, il s'enquiert des nouvelles du voisinage. Presque personne n'a

survécu, lui dit-on. Même son frère Ivan (Aaron Lukamba) a disparu comme tous les autres. Disparu est le mot utilisé par ses interlocutrices qui refusent de dire mort. L'on s'aperçoit que dans ce compte rendu d'après-guerre se cachent quelques mensonges. Tout n'est pas vérité comme finit par le révéler l'entrée d'un homme qui vicia l'atmosphère. L'on apprend plus tard qu'il s'agit du prétendu frère disparu, Ivan. Sémira lui saute dessus l'empêchant d'approcher trop près son frère rescapé, évitant de justesse un incident. La nature ayant horreur du vide, il s'est subs-

titué à son aîné devenant l'amant de sa femme sous son propre toit. C'est là que, dans le fil de la conversation, Ivan apprend qu'il est tenu pour mort et doit garder silence. Revenu de guerre, le soldat s'enorgueillissant d'avoir survécu déchante. D'apprendre que son épouse et ses filles ont été violées par des proches, ces voisins avec qui il entretenait de rapports excellents avant son départ le met en rage. Si plein de désir pour sa dame qui se refusait à lui au départ, se sentant comme humilié, il tente cependant de se rabattre sur son aîné qu'il violente. Beenina qui déjà se prostitue, se drogue et initie Sémira. Dernier tableau tragique de l'histoire, cet homme qui a combattu l'ennemi pour la patrie est réduit à la mendicité. Lui qui disait ne pas pouvoir s'y résoudre finit pourtant par faire la manche. Là encore, une image s'impose aux spectateurs, celle des militaires estropiés ou manchots si souvent rencontrés dans la ville quémendant de quoi s'offrir du pain. Comme quoi, avoir survécu n'est pas un gage de salut !

Nioni Masela

DSSR

La FMT interpelle le gouvernement provincial de Kinshasa

Au travers une activité de plaidoyer lancée en direction de la ministre provinciale chargée de la Santé, Hygiène et Prévention, la FMT veut avoir l'appui et l'accompagnement de l'exécutif provincial et de toutes les institutions étatiques pour faire bénéficier les jeunes et adolescents albinos des mêmes droits que toutes les autres catégories des personnes dans le cadre du Droit à la santé sexuelle et de la reproduction (DSSR).

Près de deux centaines de jeunes albinos, membres de la Fondation Mwimba Texas (FMT), ont pris d'assaut, le 21 juillet, le restaurant Reine de la paix sur l'avenue des Huileries à Gombe, pour participer au lancement des activités de plaidoyer sollicitant du gouvernement provincial et d'autres institutions de la République, leur implication dans les activités communautaires menées en rapport avec la santé sexuelle et de la reproduction en faveur des personnes vivant avec l'albinisme.

Devant la directrice de cabinet de la ministre provinciale chargée de la Santé, Hygiène et Prévention, qui avait représenté la ministre à cette cérémonie, le président de la FMT, Glody Mwimba, a relevé les difficultés rencontrées par les albinos dans le domaine des DSSR. « C'est pourquoi nous avons voulu soumettre à l'autorité urbaine, par la ministre chargée de la Santé, Hygiène et Prévention, les difficultés des personnes vivant avec l'albinisme, afin qu'elles bénéficient des mêmes droits que toutes les autres personnes dans le cadre des DSSR », a-t-il fait savoir.

Prenant la parole à son tour, le représentant du Programme national de santé de l'adolescent (PNSA) a exprimé la joie de sa structure d'accompagner ces jeunes qui ont voulu que leur voix soit entendue par tous pour avoir accès aux DSSR. « Il n'y aura plus de discrimination. L'information sera donnée aux

prestataires des soins de santé », a-t-il rassuré. Et de saluer ce partenariat agissant qui lie le gouvernement de la République à l'ONG internationale Pathfinder. « Je salue cette approche qui permet de jeter les regards à toutes les catégories de personnes », a-t-il souligné. Le représentant du PNSA, qui s'est, enfin, réjoui du fait que la FMT, qui a bénéficié du renforcement des capacités, ait compris que le plaidoyer est l'outil de premier plan, a souhaité une écoute attentive du gouvernement à la voix de l'ONG des albinos de la République démocratique du Congo. La représentante de Pathfinder internationale, après avoir relevé les missions et les domaines d'intervention de cette organisation, a noté que cette dernière apporte son appui au gouvernement à travers le ministère de la Santé, en vue d'améliorer la santé des jeunes. Et, c'est dans cette optique que Pathfinder internationale appuie également la FMT dans ses activités dans le cadre des DSSR.

Dans le cadre d'une approche inclusive, La représentante de Pathfinder internationale a rappelé que les ONG des personnes marginalisées ont besoin d'information. « Ils peuvent avoir reçu l'information et la formation mais leur mobilité pose problème. C'est pourquoi il faut rapprocher les points (centres) vers elles », a-t-elle souligné.

Une occasion pour interpeller tous les acteurs

Pour le représentant de l'Alliance

des jeunes pour la planification familiale, ce lancement d'activités de plaidoyer était une occasion pour interpeller tous les acteurs étatiques et non étatiques intervenant dans le secteur de la santé en vue de réfléchir sur les difficultés des personnes vivant avec l'albinisme. « Tout être humain doit avoir accès à une bonne santé sur toutes ses facettes », a-t-il dit, insistant sur la prise en compte des problèmes spécifiques des personnes vivant avec l'albinisme.

La directrice du cabinet de la ministre provinciale chargée de la Santé, Hygiène et Prévention et représentante de la ministre a insisté sur l'information et la sensibilisation au sujet de ce plaidoyer que mène la FMT en faveur de ses membres. Elle a aussi rassuré sur l'accompagnement du ministère provincial dans ces activités. Tout en saluant la présence des partenaires de la FMT lors de ce lancement d'activités de plaidoyer, la directrice de cabinet de la ministre provinciale de la Santé a également promis que les portes de ce ministère provincial seront ouvertes pour tout le monde. Tous sur un même pied d'égalité Justifiant cette activité, il a été rappelé qu'en RDC, comme partout ailleurs, on parle de plus en plus des DSSR dans les questions de développement, si bien que la connaissance et l'exercice de ces droits par les individus deviennent un devoir pour les Etats du monde. C'est donc ainsi que la FMT, comme plusieurs



Photo de famille

autres organisations de la Société civile, avec l'appui technique et financier des ONG, qui notent que pour la RDC, l'accès au service de santé sexuelle et de la reproduction demeure un grand défi, spécifiquement pour les personnes vivant avec l'albinisme et autres groupes marginalisés, s'investissent pour promouvoir les DSSR.

Il est également rappelé que dans cette optique, au mois de février 2022, les responsables de quatre organisations des jeunes marginalisés retenues dans le cadre du projet DSSR Ados-Jeunes parmi lesquelles la FMT ont bénéficié d'une formation sur le leadership, plaidoyer, négociation et communication à l'issue de laquelle chaque organisation a élaboré son plan de plaidoyer pour promouvoir les DSSR dans leurs organisations respectives

afin que leurs membres aient l'accès et jouissent de ces droits comme tout individu, sans discrimination.

C'est, en fait, dans le souci de faire entendre leurs voix pour une prise en compte de leurs préoccupations en matière de DSSR au niveau provincial et même national, que la FMT a ciblé, par une activité de plaidoyer, la ministre de la Santé publique, hygiène et prévention de la ville-province de Kinshasa dans le but de solliciter son implication personnelle et professionnelle ainsi que son accompagnement dans la réalisation de ses activités communautaires et de plaidoyer prévues dans son plan d'actions. L'activité a été financée par Pathfinder internationale, à travers son projet DSSR-Ados-jeunes.

Lucien Dianzenza

YANGO BIENNALE DE KINSHASA

L'art contemporain intrigue à Kitambo Magasin

Passants, chauffeurs, motards, marchands et clients, découvrant les peintures de Rodrigo Gukwikila, Catheris Mondombo et João Paolo Kabuanga installées dans le prolongement du parking de ce carrefour très fréquenté de la capitale, le 18 juillet, s'y arrêtaient cherchant à donner un sens à cette présence inhabituelle.

Itinérante, l'exposition à ciel ouvert qui débutait son parcours à travers la ville au Parking Kitambo Magasin imposait l'art contemporain au regard de la population fréquentant le lieu. Ce premier vernissage a été opéré en début d'après-midi dans le dessein d'imposer l'art contemporain à la vue de tous. Les visiteurs pour la plupart de passage ou installés devant leurs commerces dans cet espace public n'avaient pas d'autre choix que d'y jeter un regard, ne fût-ce que par curiosité. Si tel était le cas pour plusieurs au départ, certains ont fini par réellement s'y intéresser allant jusqu'à questionner les artistes repérés sur le lieu. Quelques échanges ont eu lieu à la suite de ce contact occasionnel.

Venant de la voie asphaltée vers le parking non loin de la voie ferrée, l'on se retrouvait face au « Sèche-linge » de Rodrigo Gukwikila. L'œuvre qu'il a présenté comme étant un « étendoir artistique » n'arrêtait pas de retenir l'attention des passants et clients des commerces environnants. Y voir étalés des dessous masculins et féminins à côté de peintures peu ordinaires réalisées sur des bouts de treillis militaire ou des uniformes de cantonniers en pleine rue choquait. La vue de cet assemblage inattendu exposé de la sorte dans une rue si fréquentée rendait perplexe plusieurs. « La pensée derrière ce sèche-linge, c'est de mettre en lien ces articles intimes de la famille avec les toiles qui sont



Rodrigo Gukwikila présentant son étendoir artistique (Adiac)

des objets intimes de l'artiste. En exposition dans les galeries et musées, les œuvres d'art ne sont pas à la portée de tous les regards à l'instar des vêtements que la famille expose chez soi à l'abri des regards indiscrets », a expliqué l'artiste au Courrier de Kinshasa.

Peinture sur de la toile moustiquaire

Venait ensuite l'installation « 8e étoile » de Catheris Mondombo. Trois personnages flottants peints sur une grande bâche en PVC bleue usée, récupérée auprès des petits commerçants de rue. S'expliquant sur l'aspect vieillot de ce support défraîchi, il nous a dit : « Je réalise mes œuvres d'art, peintures et installations sur des bâches qui ont servi d'abri contre le soleil et les intempéries aux petits commerçants ». Baptisée ironiquement « 8e étoile », l'œuvre

de Catheris servait de devanture à un restaurant de fortune, un malewa, dont il cachait la façade principale d'ordinaire non couverte. « Il arrive que l'on parle des restaurants 6 étoiles à Kinshasa, mon installation est la 8e étoile. J'ai pensé dans cette optique récupérer des bâches ayant servi aux restaurants comme on en trouve beaucoup qui couvrent les besoins alimentaires des Kinois. J'ai travaillé dessus et les remets dans leur cadre initial sous un nouvel aspect », nous a-t-il dit. Inspiré d'une histoire personnelle de l'artiste, 8e étoile a pour toile de fond « la quête de survie ». « J'ai créé une atmosphère autour de mes personnages flottants, des sortes d'astronautes à la quête de la survie, comme le sont les Kinois en quête de survie », a expliqué l'artiste.

João Paolo Kabuanga lui, proposait deux tableaux que beau-

coup ont trouvé bien surprenants considérant la matière improbable sur laquelle s'est aventuré l'artiste. De la peinture acrylique posée sur de la toile moustiquaire métallique à mailles fines, un travail juste impensable. Il fallait s'avancer assez près des deux pièces de dimensions presque égales exposées verticalement l'une après l'autre pour le constater. « Mon travail porte sur l'environnement. La nécessité d'en prendre soin vu l'impact qu'il a sur notre bien-être. Nous en payerons le prix si nous le laissons à l'abandon », a souligné le peintre.

chets et emballages que nous jetons à terre. Nous vivons en Afrique, dans un pays tropical qui connaît souvent de fortes vagues de paludisme, si nous n'entretenons pas notre environnement nous en serons des victimes ». João a fait un double usage de la toile moustiquaire comme protection anti-moustiques et support de conscientisation à vivre dans un environnement assaini.

Rappelons que l'exposition itinérante susmentionnée fait partie de la série réalisée dans le cadre de la seconde édition de la Biennale Yango. Elle sera re-



João Kabuanga et ses toiles réalisées sur de la toile moustiquaire à mailles fines (Adiac)

Pour lui, assainir est un geste capital : « Dans ces pièces sont peints des cantonniers, des outils et engins qui servent à l'assainissement de l'environnement que nous polluons nous-mêmes avec tous les dé-

produite dans d'autres espaces publics de la ville à l'instar de celles d'autres artistes participants dont la performance de Mega Mingiedi longeant la chaussée qui l'accompagnait.

Nioni Masela

LÉOPARD A' FOOTBALL

Les vingt-sept d'Otis Ngoma pour le stage à Brazzaville

Vingt-sept joueurs au lieu de vingt-huit composent les Léopards locaux pour le stage de préparation à Brazzaville, avec à la clé deux matchs amicaux internationaux contre les Diables rouges A' du Congo, à Brazzaville et à Kinshasa.

Le sélectionneur des Léopards locaux de la République démocratique du Congo (RDC), Otis Ngoma Kondi, a rendu publique une liste de vingt-sept joueurs, pour le stage de préparation à Brazzaville. Ce rassemblement sera assorti d'une opposition entre la sélection A' de la RDC et celle du Congo Brazzaville. Ils s'affronteront d'abord le 27 juillet à Brazzaville, avant un second face-à-face à Kinshasa le 31 juillet. Les Léopards, se rappelle-t-on, affûtèrent leurs armes pour les deux matchs aller et retour contre les Sao du Tchad dans le cadre des éliminatoires de la 7e édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) prévue pour janvier 2023 en Algérie. Ce stage est le deuxième après celui d'Algérie en juin dernier interrompu après le décès d'un international algérien dans un accident de circula-



Les Léopards locaux de la RDC

tion à Alger.

Notons que le latéral gauche et capitaine de V.Club, Ebunga Simbu Saoulé a fait partie du groupe qui devrait être composé de vingt-huit joueurs. Mais, apprend-on, il a été écarté par le sélectionneur Otis Ngoma sur

décision du staff technique. Il aurait quitté l'hôtel où est hébergé la sélection dans les heures tardives, sans autorisation du staff technique. Et le staff technique a donc décidé de l'exclure du groupe pour indiscipline.

Les vingt-sept joueurs retenus

sont donc les gardiens de but Yves Mukawa (Lupopo), Jackson Lunanga (Maniema Union) et Baggio Siadi (Mazembe) ; les défenseurs Steven Ebuella (Maniema Union), Djos Issama Mpeko (Mazembe), Issaka Boka (Lupopo), Ernest Luzolo

Nsita (Mazembe), Demani Lita (Lupopo), Guy Magma Mfingi (V.Club), Kevin Mondeko Zatu (Mazembe), Peter Ikoyo Iyembe (Daring Club Motema Pembe -DCMP-).

Les milieux appelés sont Amédée Masasi (Mazembe), Christian Nsundi (DCMP), Mukoko Tonombe (Mazembe), Mika Miché (Lupopo), Sozé Zemanga (Mazembe), Peter Mutumosi Zilu (V.Club), Glody Likonza (Mazembe), Merveille Kikassa (V.Club), Mercey Ngimbi (V.Club). Enfin, les attaquants convoqués sont Philippe Kinzumbi (Mazembe), Glody Lilepo Makabi (V.Club), Mpia Nzengeli (Maniema Union), Obed Mayamba (V.Club), Jean-Marc Mundele Makusu (Lupopo), Joyce katulondji (Dcmp) et Adam Bossu Nzali (Mazembe).

Martin Engimo

COOPÉRATION

La Belgique salue l'excellence des relations avec le Congo

Le chargé d'Affaires en pied de l'ambassade du Royaume de Belgique en République du Congo, Jean-Paul Charlier, a salué le 22 juillet, à l'occasion de la célébration de la 192^e fête nationale de son pays, l'excellence des relations entre son pays et le Congo.

« L'année qui vient de s'écouler était un grand cru. Nos relations financières se sont transformées de manière remarquablement positive », a-t-il indiqué, saluant par ailleurs les réformes courageuses et efficaces menées par le Congo pour le rétablissement des équilibres macroéconomiques.

Le diplomate belge a indiqué que les exportations de son pays vers le Congo-Brazzaville ont pratiquement doublé en un an pour atteindre plus de 80 milliards de francs CFA l'année dernière. Selon lui, les statistiques congolaises du commerce extérieur placent la Belgique en 3^e position des fournisseurs du Congo, après la Chine et la France, et même son premier client européen en ce qui concerne le bois.

Passant en revue les relations entre le Royaume de Belgique et la République démocratique du Congo (RDC), son ancienne colonie, Jean-Paul Charlier a dénoncé, au nom de son gouvernement, la colonisation en tant que système de



Les invités à la célébration de la 192^e de la fête nationale Adiac

gouvernance et d'idéologie, tant au Congo qu'au Burundi et au Rwanda, trois pays que la Belgique avait occupés. Ce régime, a-t-il fait savoir, était celui d'une relation inégale, en soi injustifiable, marqué par le paternalisme, les discriminations et le racisme ayant donné lieu à des exactions et des humiliations.

« Il nous faudra l'admettre sans ambages ni détour si

nous voulons vivre une relation sincère et vraie avec les pays que nous avons occupés », a-t-il déclaré saluant, en passant, la restitution du masque Kakungu marquant le début d'un processus plus large de restitution d'objets culturels.

Aussi, a-t-il indiqué, la remise de la relique de Patrice Emery Lumumba a été une occasion, pour son pays et

la RDC, de tourner une page de leur histoire et d'entamer un nouveau chapitre dans les relations belgo-congolaises. Il a jugé anormal que la dépouille de l'un des Pères fondateurs de la nation congolaise ait été conservée six décennies durant par les Belges.

S'agissant de la guerre russo-ukrainienne, le chargé d'affaires en pied du

Royaume de Belgique a dénoncé avec force « l'invasion » de l'Ukraine qu'il considère comme une barbarie sous silence au regard de ses effets.

« L'objectif de la Russie est d'annexer des territoires par la force et de russifier par force les populations qui sont restées dans les champs de ruine ». Car, relève-t-il, la Russie n'était pas et n'est pas menacée par l'Ukraine ni par l'Otan.

Toutefois, Jean-Paul Charlier a exprimé son satisfecit sur la position de l'Union africaine qui, dans ce contexte, maintient bien le principe fondamental de l'intangibilité des frontières, principe vital pour toute coexistence civilisée. « L'Union africaine sert ainsi de modèle au moment où la "barbarie" d'une guerre de conquête refait surface », a-t-il déclaré lors de cette cérémonie à laquelle la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Marie Cécile Mboukou- Kimbatsa, a représenté le gouvernement congolais.

Guy-Gervais Kitina

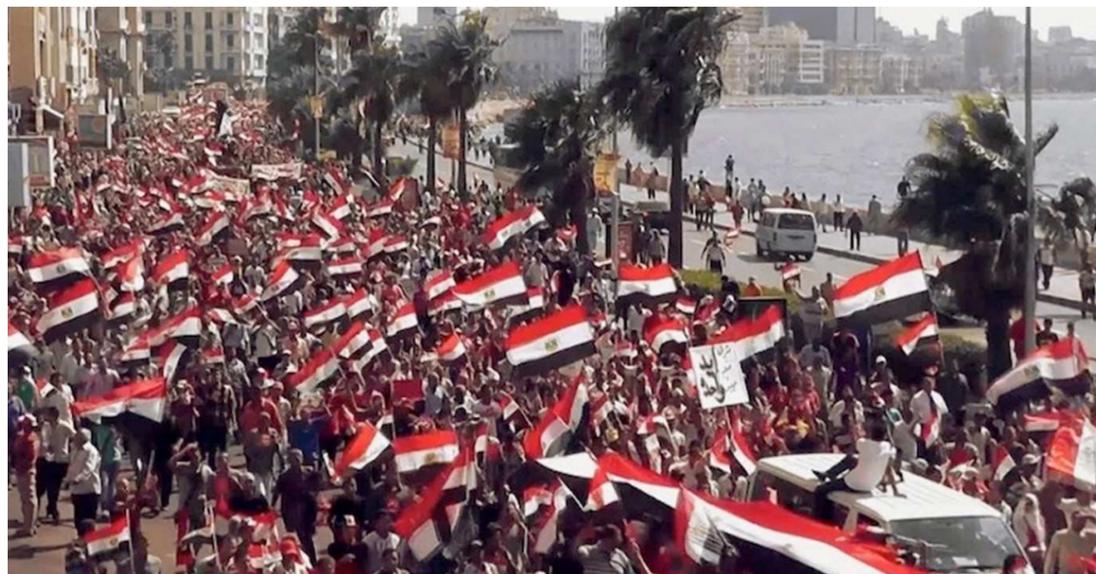
CONGO-EGYPTE

Une coopération fructueuse vieille de plusieurs décennies

La République arabe d'Égypte a célébré, le 23 juillet, son 70^e anniversaire de sa révolution. Une occasion pour son ambassadeur en poste en République du Congo, Usama Tharwat Armanious, de se féliciter des relations bilatérales qui lient les deux pays.

L'Égypte a ouvert son ambassade en République du Congo en 1968. Durant toutes ses années, les deux pays ont maintenu des relations fraternelles et la coopération entre eux était et continue d'être fructueuse.

Dans le cadre du renforcement des capacités des cadres congolais, l'Égypte octroie aujourd'hui une cinquantaine de stages de formation dans les secteurs culturel, médical et militaire. Au plan africain, ce pays a appuyé, durant les années 1950 et 1960, les mouvements de libération nationale dans plusieurs pays du continent par les moyens financier, média-



tique, diplomatique, ainsi que l'approvisionnement en armes.

« Sur la scène mondiale,

l'Égypte sous la présidence de Gamal Abdel Nasser; le leader de la révolution, fut parmi les principaux ac-

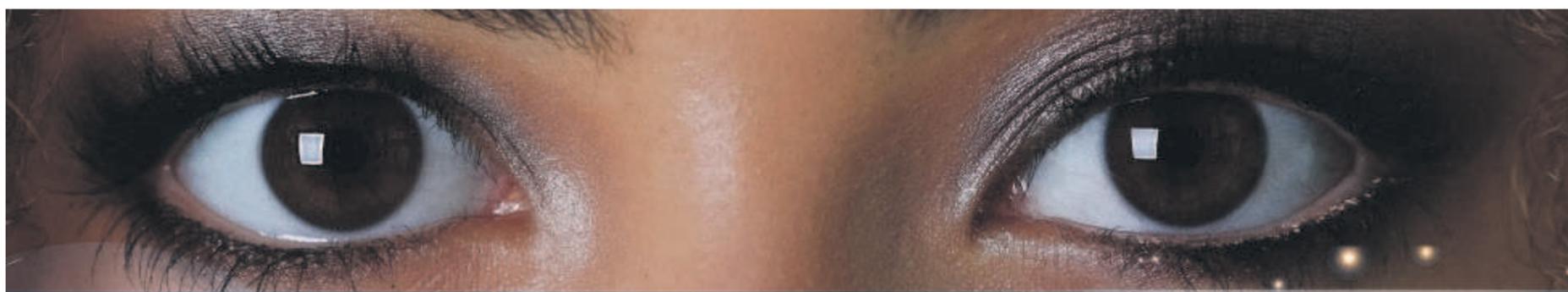
teurs de la Conférence de Bandung de 1955, qui a marqué l'entrée du tiers-monde sur la scène internationale

et accéléré le processus de décolonisation », a rappelé le diplomate égyptien.

Il a précisé que son pays a été également l'un des pionniers de la création du mouvement des pays non-alignés et avait abrité la première conférence de solidarité des peuples africains et asiatique au Caire, en 1958.

Evoquant la révolution égyptienne, Usama Tharwat Armanious a indiqué qu'elle avait engendré de glorieuses réalisations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Égypte, notamment sa libération des forces étrangères qui l'avaient assiégée de 74 ans.

G.G.K.



LES DEUX CONGO À L'INTERNATIONAL !



UN PARTENAIRE DE




CONGO : +242 06 600 92 99
FRANCE : +33 6 24 99 87 57
RD CONGO : +33 7 82 76 79 54
FRANCE : +33 7 82 76 79 54
 contact@cdirect.tv



FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

 fondationmarcelgotene@gmail.com
 www.fondationgotene.com

NÉCROLOGIE



René Serge Blanchard Oba et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère et fils bien-aimé, le colonel Edouard Dinga Oba, ancien sous-préfet du district de Hinda (département du Kouilou), survenu le samedi 9 juillet 2022 à Pointe-Noire.

L'inhumation a lieu à Brazzaville, ce mardi 26 juillet, au cimetière du Centre-ville.
Contacts : + 242 06.617.17.62 / 06.807.17.72.

Guy Serge Mifoundou et la famille Ngandou informent les parents, amis et connaissances du décès de leur frère, fils et oncle Régis Basile Nkouka Ngoma (Okouéré), survenu le 6 juillet 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire a lieu au n°4 de la rue Biampondou (arrêt 5 boutiques) à Mayanga.

Le programme de l'inhumation se présente comme suit :

- Mardi 26 juillet :
- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
- 10h30 : recueillement au domicile familial ;
- 12h00 : messe de requiem en la paroisse Saint-Pie 10 à Sangolo l'OMS ;
- 13h00 : départ pour le cimetière privé de Ntoula à Samba Alphonse ;
- 15h-16h00 : retour au domicile et fin de la cérémonie.



ONYCOM PRÉSENTE

CONCERT

30
JUIL
17H

BRAZZAVILLE

📍 PALAIS DES CONGRÈS

FALLY IPUPA

CLASS

STANDARD TICKET: 10.000 FCFA

CONTACTS : +242056268856 / +242068016527

Wing ASS airtel [Gold Wreath] [Pink Flower] LE THOUYTH [Blue Cloud] Africa World REGAL TREC FM MCTV VOX TV DRIV TV LES BRANCHES S2J AGENCY GREEN Lounge services

AFRIQUE/FRANCE

Emmanuel Macron en visite au Cameroun, au Bénin et en Guinée-Bissau du 25 au 28 juillet

Pour sa première tournée en terre africaine depuis sa réélection en avril, le président français a choisi le Cameroun, le Bénin et la Guinée-Bissau, du 25 au 28 juillet, a annoncé l'Élysée.

Emmanuel Macron sera accompagné de la cheffe de la diplomatie Catherine Colonna, du ministre des Armées, Sébastien Lecornu, du ministre délégué au Commerce extérieur Olivier Becht ainsi que de la secrétaire d'État chargée du Développement, Chryssoula Zacharopoulou. Cette visite vise à « marquer la continuité et la constance de l'engagement du président de la République dans la démarche de renouvellement de la relation avec le continent africain », a expliqué l'Élysée. Le président de la République française a annoncé, le 14 juillet, sa volonté de « repenser d'ici l'automne l'ensemble (des dispositifs militaires de la France) sur le continent africain ». Il a évoqué des « dispositifs moins posés et moins exposés », comme « une nécessité stratégique » pour la France. Cette annonce arrive au moment où la force



Le président français Emmanuel Macron au côté de son homologue camerounais Paul Biya, lors du Forum de Paris sur la paix, le 11 novembre 2019. © Ludovic Marin/AFIP.

française Barkhane boucle son départ du Mali. Le chef de l'État français se rendra d'abord au Cameroun, du 25 au 27 juillet, où il s'en-

tretiendra avec son homologue camerounais, Paul Biya. Les discussions porteront sur les possibilités d'investissement français dans l'agriculture ca-

merounaise, la lutte contre le terrorisme dans le nord du Cameroun. Emmanuel Macron quittera le Cameroun, le 27 juillet, pour le Bénin, un pays

dont le nord est confronté à des attaques terroristes, et qui « souhaite un appui français en matière de soutien aérien, de renseignement et d'équipements », selon un communiqué de l'Élysée. La Guinée-Bissau, dernière étape de sa tournée africaine, Emmanuel Macron y sera le 28 juillet, et aura un tête-à-tête avec son homologue, Umaro Sissoco Embaló, qui vient de prendre la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. « Les enjeux de gouvernance et l'État de droit seront traités à chaque étape, sans injonction médiatique mais sous forme d'échanges directs avec ses homologues », a indiqué l'Élysée. A chaque étape de sa visite africaine, seront évoqués également « la crise alimentaire provoquée par la guerre en Ukraine, les enjeux de production agricole et les questions sécuritaires ».

Noël Ndong

MALI

Une grande incertitude plane sur l'avenir de la Minusma

En raison de vives tensions entre le Mali et les Nations unies, l'avenir de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) est incertaine. Le gouvernement malien a ordonné l'expulsion de son porte-parole. Il n'est pas exclu que certains pays retirent leurs troupes du champ de bataille.

Fin juin, le Conseil de sécurité de l'Onu prolongeait d'un an le mandat de la Minusma, sous réserve du gouvernement malien, opposé à certaines dispositions de la résolution adoptée, notamment la liberté d'investiguer unilatéralement sur des questions relatives aux droits de l'homme des Casques bleus. Les autorités maliennes ont accusé, le 10 juillet, une quarantaine de soldats ivoiriens de vouloir conduire une opération de déstabilisation sur son sol, compliquant à nouveau les relations déjà tendues entre Bamako et les Nations unies. Le Mali a annoncé la suspension de l'ensemble de la Minusma et l'expulsion de son porte-parole, Olivier Salgado. Ce dernier aurait rapporté des « informations inacceptables » sur l'affaire des 49 militaires ivoiriens détenus à Bamako, selon un communiqué officiel. Le ministère malien des Affaires étrangères a donné

72 heures à Olivier Salgado pour quitter le Mali, selon le communiqué.

Si le Mali maintenait sa décision, plusieurs pays pourraient être amenés à revoir leur engagement au sein de la Minusma, selon Ornella Moderan, chercheuse à l'Institut d'études de sécurité, citant l'Allemagne, la Suède ou le Royaume-Uni. L'Égypte n'a pas attendu. Elle a annoncé la semaine dernière la suspension temporaire de ses activités au sein de la mission onusienne, motivant sa décision par les attaques dont seraient victimes ses soldats. Un expert en sécurité au WestAfrica Center for Counter Extremism (WACCE), Mukhtar Mumuni Mukhtar, pense que les récentes positions du Mali pourraient avoir des conséquences négatives sur l'avenir politique du pays. Selon lui, « si c'est vrai et que l'objectif est de couper les liens avec la mission de l'Onu,

de couper les liens avec la France et les partenaires extérieurs liés à la France, c'est un geste dangereux, non seulement pour les dirigeants du Mali mais aussi pour le peuple malien et les perspectives de retour du pays à un régime démocratique et civil... »

Et la « souveraineté » du Mali !

Jonathan Offei-Ansah, analyste et éditeur de l'Africa Briefing Magazine-UK, invite au respect des choix du Mali, en tant que pays souverain. « Après tant d'années de présence des forces de maintien de la paix et des troupes étrangères dans le pays, les activités djihadistes n'ont pas diminué, donc si le gouvernement estime qu'il peut recourir à ses propres moyens pour contrer l'insurrection djihadiste, qu'il en soit ainsi. Cela va leur coûter de l'argent et d'autres choses,

mais, s'ils pensent pouvoir le faire, oui pourquoi pas, après tout c'est un pays souverain », estime-t-il. Cet analyste ajoute : « aucun pays n'est une île isolée. Le Mali doit donc travailler en accord avec ses voisins, non seulement avec la communauté internationale mais aussi avec ses voisins, pour contrer la menace djihadiste ».

Créée en 2013 pour soutenir le processus politique malien, la Minusma compte 13.289 militaires et 1.920 policiers. La feuille de route énonçait deux missions essentielles pour le gouvernement transitoire : le rétablissement de l'intégrité territoriale et l'organisation d'élections libres et équitables et trois domaines d'intervention liés à l'organisation d'élections, à savoir la réforme du cadre juridique et institutionnel, la révision définitive des listes électorales, l'établissement d'un calendrier électoral,

prévoyant des scrutins législatif et présidentiel avant la fin de juillet 2013. Elle prévoyait également la poursuite des opérations militaires aux côtés des forces de l'Opération Serval et de la MISMA en vue de reprendre les zones occupées par des groupes armés et de rétablir l'intégrité territoriale du pays, la pleine restauration de l'autorité de l'État dans le Nord, la réforme des forces armées, l'ouverture d'un dialogue avec les groupes qui renoncent à la lutte armée et adhèrent au caractère unitaire de l'État malien et à sa Constitution, le retour des réfugiés et des déplacés, le dialogue intercommunautaire et la lutte contre l'impunité. Neuf ans plus tard, les objectifs n'ont pas été atteints, obligeant les Nations unies à prolonger le mandat d'une année. Une prolongation qui pourrait être vite écourtée.

N.Nd.

LÉGISLATIVES 2022

Le PCT- Poto-Poto se félicite de la bonne tenue des élections...

Au cours d'une messe eucharistique organisée à Brazzaville à l'initiative du député Ferréol Gassakys, les militants et sympathisants du comité du Parti congolais du travail (PCT) du troisième arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto, se sont félicités de la bonne tenue des élections législatives et locales des 4 et 10 juillet dans cette partie de la ville capitale.

Lorsque le PCT-Poto-Poto lançait sa campagne électorale pour les législatives, le comité du parti avait imploré le Seigneur pour l'accompagner dans ce combat politique. A l'issue du scrutin sanctionné par la victoire de ses trois candidats dès le premier tour, il est de bon aloi que Ferréol Gassakys et les membres et sympathisants reviennent à l'église pour remercier à nouveau le Seigneur.

« Merci au Seigneur qui nous a assistés et bénis. C'est une grâce car la victoire n'a pas été donnée à tous. Dès lors, il nous fallait venir rendre grâce à Dieu. Comme lorsque nous avons lancé la campagne, nous avons demandé au Seigneur de nous accompagner et lorsque nous avons fini la bataille, il fallait revenir remercier le Seigneur surtout que tout s'est déroulé dans la paix », a déclaré Ferréol Gassakys à l'issue de la messe.

Le président du comité PCT Poto-Poto a remercié aussi l'officiant du jour, l'abbé Aser Emmanuel Bakouika, pour son message éloquent et édifiant. Il



Le député Ferréol Gassakys expliquant le sens de cette messe à la presse/Adiac

a également annoncé qu'ils placeront leur mandat sur l'aspect socioculturel, notamment l'éducation des jeunes. Un accent sera mis surtout sur « les bébés

noirs » qui sont des jeunes désœuvrés et qui méritent une attention particulière, a insisté Ferréol Gassakys.

Bruno Okokana

...Et remet ses candidats en confiance

A quelques jours du second tour du scrutin législatif des 26 et 31 juillet prochain, le secrétaire général du Parti Congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, a réuni, le 23 juillet à Brazzaville, ses quatorze candidats en ballottage à travers le pays en vue de les inciter à redoubler d'efforts pour remporter la victoire.



La direction politique du PCT lors de la réunion avec les candidats en ballottage, le 23 juillet/Photo Adiac

Au cours de cet échange interactif, Pierre Moussa et les candidats du PCT en ballottage ont débattu des stratégies à bâtir leur permettant de gagner les derniers sièges mis en jeu.

« L'entretien que nous avons eu avec nos candidats en ballottage dans quatorze circonscriptions électorales à travers le pays nous a permis de porter un regard critique sur ce qui a empêché nos représentants de gagner dès le premier tour du scrutin afin d'aller au second tour avec optimisme et garantie. A cet effet, nous avons examiné en premier le comportement affiché par les candidats eux-mêmes au sein des comités et cellules qui composent leurs circonscriptions respectives pendant la campagne électorale », a expliqué Pierre Moussa.

Le but visé par la direction politique du PCT est de pousser les candidats en ballottage à redoubler d'efforts.

« Nous leur avons dit de poursuivre le combat, de redoubler d'énergie, pour une victoire écrasante, car il ne s'agit pas de participer mais de gagner l'élection. Nous les avons donc remis en confiance dans la dynamique de nos ambitions politiques », a conclu le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa.

En rappel, à l'issue du premier tour des élections législatives, des 4 et 10 juillet derniers, le PCT a remporté à lui seul cent trois sièges sur les cent-cinquante-un à pourvoir. En ballottage le PCT a deux candidats à Brazzaville, notamment dans la première circonscription de Makélé-kélé et la quatrième circonscription de Ouenzé.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Que la joie!

Jeudi 21 juillet, le soir, par les rues pas fréquemment toutes éclairées de Brazzaville mais toujours animées, des cris de joie venaient de partout. Sortis de cybercafés implantés aux quatre coins de la capitale, les 16-17 ans et plus célébraient à tête leur admission au baccalauréat et par conséquent leur accession à l'enseignement supérieur.

C'en est donc fini de la tenue bleue kaki pour ces petits-génies appelés dans quelques mois à user désormais le fond de leur culotte sur les bancs de l'université. Ils seront reçus soit à Marien-Ngouabi, en ville, soit à Denis-Sas-

sou-N'Guesso, dans la banlieue de Kintélé, pour le plus grand nombre orienté dans le cycle public, d'autres iront dans les instituts privés de la place, une brochette peut-être à l'étranger.

Il y a de bonnes raisons de saluer ces jeunes filles et garçons sur lesquels reposent les espoirs de leurs parents et que la nation considère à juste titre comme la relève de demain. Il faut leur dire que le challenge qui les attend est de taille car le monde universitaire est aussi un monde de contraintes et de privations.

Si certains d'entre eux se couchaient et se levaient tard

pendant leur cursus de lycéen, ils doivent apprendre à rejoindre et quitter dorénavant le lit plus tôt. Parce que tout compte fait, dans nos facultés, les « premières années » débordent de monde et gâteau manquant cerise, les conditions d'accueil sont parfois sévèrement rudimentaires.

Il n'y a pas lieu de se décourager d'autant plus que le succès est au bout de l'effort. Tel qu'ils ont arraché leur baccalauréat, tel qu'ils réaliseront demain leur passage de la première à la deuxième année, de la deuxième à la troisième année et ainsi de suite.

Essayez de visiter nos amphi-

théâtres, ils sont pris d'assaut par des enfants de plus en plus en bas âge, de plus en plus nombreux, de plus en plus conscients de leur avenir. Tous élèvent vers le ciel la prière de voir les pouvoirs publics et les parents s'impliquer davantage dans leur réussite.

C'est bien pour cela qu'ils ont crié et chanté gaiement l'autre jour avec le sentiment d'avoir été entendus de ceux qui les pressent, depuis leur jeune enfance, à faire de l'école leur rêve d'un futur meilleur. Vous avez la chance les enfants et avez eu raison de sautiller comme ça.

Gankama N'Siah

PROTECTION SOCIALE

Les experts réfléchissent sur la prise en charge de la petite enfance

L'atelier de validation du document de politique nationale de développement intégré de la petite enfance au Congo a été ouvert, le 21 juillet, par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou.

Organisé avec l'appui du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), l'atelier de validation du document de politique nationale de développement intégré de la petite enfance au Congo, qui doit durer deux jours, vise à dresser une analyse de la situation de la petite enfance en considérant la spécificité des besoins de l'enfant en fonction du cycle de vie. Cette approche s'adresse au développement intégral de l'enfant et couvre toutes les actions de la croissance, à savoir : aspect cognitif, physique, mental, linguistique, émotionnel et social.

Le constat qui se dégage aujourd'hui est qu'en dépit des instruments juridiques et législatifs qui garantissent les droits des enfants, le développement holistique du jeune enfant constitue encore une préoccupation majeure. Conscient de cet important défi que l'Unicef œuvre aux côtés du gouvernement en collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers pour s'assurer que les enfants depuis la conception jusqu'à 18 ans, jouissent de leurs droits



Les participants à l'atelier de validation du document de politique nationale.../Adiac

fondamentaux. C'est dans cette perspective que se situe l'élaboration de la politique nationale de développement intégré pour la petite enfance. Il s'agit de doter le Congo d'un cadre de référence unique des interventions qui visent la petite enfance, en particulier dans les domaines de la santé, de l'enseignement préscolaire et primaire, de l'environnement sain et protecteur, du droit civique.

Les enfants de 0 à 8 ans doivent réaliser pleinement leur potentiel de développement afin qu'ils

soient en bonne santé, bien nourris, en sécurité et bien préparés pour un bon départ dans la vie.

«Le document que nous allons tous examiner pour validation nous permettra de mieux orienter nos interventions pour les cinq prochaines années sur la base d'actions concertées, complémentaires et holistiques pour la période 2022-2026, selon le plan d'action budgétisé qui accompagne ce document de politique nationale multisectorielle» a souligné la Dr Chantal Umuto mi, représentante de l'Unicef au

Congo. « Au niveau du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, des mesures sont d'ores et déjà prises notamment au plans institutionnel, législatif et opérationnel », a déclaré le ministre Jean Luc Mouthou, dans son mot d'ouverture.

Selon le document mis en étude, il ressort que l'offre de l'éveil et de la préscolarisation de la petite enfance est organisée autour des complexes scolaires crèches-pouponnières-garderies, des centres d'éducation présco-

laire et des écoles primaires. La situation est caractérisée par une faible couverture en complexes crèches-pouponnières-garderies publics. D'importantes inégalités dans la distribution géographique de ces complexes dont 99% étant localisés en milieu urbain ainsi qu'une offre d'éducation préscolaire essentiellement urbaine assurée en majorité par des structures privées (85% des centres) avec 85,6% des centres concentrés entre Brazzaville et Pointe-Noire. Ils sont peu accessibles financièrement aux couches les plus pauvres et de qualité limitée par diverses contraintes.

L'enseignement primaire est assuré par des écoles publiques (47,4%), privées (47,9%) et conventionnées (4,7%), soutenu principalement par des contributions financières des ménages. Les performances sont fortement limitées par diverses contraintes qui ont trait particulièrement à un manque criard d'enseignants, à l'état défectueux des infrastructures et à l'insuffisance du financement.

Guillaume Ondze

BAC GÉNÉRAL 2022

Le département de la Cuvette- Ouest occupe la première place

Les résultats du baccalauréat général, publiés le 21 juillet à Brazzaville, ont révélé que le département de la Cuvette-Ouest vient en tête avec un taux de réussite de 82,66 %, suivi du département du Kouilou : 76,72 % et de la Sangha 67,66 %.

D'après les statistiques, les deux grandes villes, à savoir Brazzaville et Pointe-Noire, ont été loin des autres départements. Brazzaville a réalisé un taux d'admission de 40,94 % tandis que Pointe-Noire occupe la dernière place avec 28,97 % comme en 2021. Ces dernières années, les localités de l'arrière-pays s'imposent en termes de performances à cet examen d'Etat.

Au total, sur les 93 874 candidats présents à la session de juin, 36 995 ont été déclarés admis, soit un taux de réussite de 39,41%. Ce taux est en hausse par rapport à celui de 2021(35,74 %) et 2020(34,76 %).

Le département de la Cuvette a réalisé 63,24%, Plateaux 56,22%, Bouenza 52,6%, Likouala 59,62%, Pool 47,42%, et le Niari 28,97%. Par ailleurs les élèves résidant à Luanda et au Cabinda ont obtenu un pourcentage de 47,75%.

Quant au baccalauréat technique, 7 296 postulants ont obtenu leur examen sur les 17 997 présentés sur l'ensemble du territoire national. Le taux de réussite a été de 40,54 %, la moyenne d'admission de 10 sur 20.

Lydie Lydie Oko et Mira Boussiengue(stagiaire)

COVID-19

Rendre le port de masque à nouveau obligatoire

Dans le but de lutter efficacement contre la pandémie à coronavirus qui a refait surface dans le monde avec la 7e vague en Europe, le parlement congolais a autorisé, le 20 juillet, la prorogation de l'état d'urgence sanitaire en demandant au gouvernement de rendre à nouveau obligatoire le port de masque sur toute l'étendue du territoire national.

La prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo pour 90 jours se justifie, entre autres, par le fait que le pays enregistre depuis quelques semaines de nouveaux cas de contamination. Selon les statistiques présentées au Sénat et à l'Assemblée nationale, du 10 avril au 17 juillet, 658 cas positifs ont été enregistrés dont un décès.

Des initiatives privées pour protéger la population



Un agent de GAC à pied d'œuvre dans une structure à Djiri/DR

Sur instruction de l'administrateur maire du 9^e arrondissement de Brazzaville, Ida Victorine Ngampolo, la société Globale Afrique Corporation (GAC) que dirige Martin Ngaleko Obambi a été autorisée à réaliser l'opération de désinfection des structures publiques et privées. Ceci dans le cadre de la protection des habitants de Djiri contre la Covid-19. « Dans le but de lutter contre la propagation de la pandémie à coronavirus (Covid-19), dans

l'arrondissement 9 Djiri, il est demandé à toutes les structures de prendre toutes les mesures nécessaires pour la bonne réception de la société Globale Afrique Corporation, afin de mener une vaste campagne de désinfection », a instruit Ida Victorine Ngampolo.

Grâce à cette autorisation, l'ONG GAC est déjà à pied d'œuvre dans certaines structures publiques et privées. « Nous procédons actuellement à la désinfection des lieux publics et privés. Le travail que nous avons commencé sera achevé. Tant que la maladie continuera d'exister, mon équipe et moi serons toujours derrière le chef de l'Etat et son gouvernement pour l'éradiquer », a rassuré le directeur général de GAC, Martin Ngaleko Obambi.

Notons qu'avant l'arrondissement 9 Djiri, cette société a effectué la même opération dans les départements de la Sangha, de la Likouala, de la Cuvette, la Cuvette-Ouest, des Plateaux et du Pool.

Parfait Wilfried Douniama

STATISTIQUE

L'INS a besoin de plus de moyens pour réaliser les enquêtes

Le comité de direction de l'Institut national de la statistique (INS) s'est réuni, le 22 juillet à Brazzaville, sur fond de relance des activités de la structure. Les participants ont exhorté les autorités de tutelle à mobiliser les financements nécessaires à la réalisation des opérations de terrain et la collecte des données statistiques.

Les statisticiens de l'INS s'apprêtent à lancer de grandes opérations de collecte de données auprès de la population, à savoir l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages censée débiter cette semaine ; l'Enquête démographique et de santé ; l'Enquête sur l'agriculture commerciale. À cela s'ajoute la poursuite des opérations dans le cadre du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation.

Mais, faute de ressources suffisantes, l'institution ne pourra pas atteindre ses objectifs, a rappelé le directeur général de l'INS, Gaspard Symphorien Mbou Likibi. « Le rapport d'activités de l'année 2021 a montré que beaucoup de projets retenus n'ont pas été réalisés, à cause de la contrainte financière. Toujours, est-il que le gouvernement a conscience de l'importance de la statistique pour pouvoir mobiliser les financements en vue de la production des données indispensables au suivi des pro-



grammes et projets tel que le Plan national de développement (PND) 2022-2026 ou le plan de résilience sur la crise alimentaire », a-t-il martelé.

Composé des représentants de la présidence de la République, de la primature, du ministère

en charge de la Statistique, du ministère des Finances, du patronat, des partenaires sociaux, le comité de direction s'est fixé des objectifs ambitieux. En témoignage son président, Guecko Obambi, qui considère cette session inaugurale comme étant

Les membres du comité de direction/Adiac la clé de relance des activités de la statistique nationale. Mieux, la réunion a permis aux participants de se prononcer sur les défis et les actions à mettre en œuvre pour la production régulière des statistiques nécessaires au suivi et évaluation des

indicateurs globaux du PND. Outre le financement des activités de l'institut, le comité de direction a approuvé un nouvel accord d'établissement applicable au personnel de l'INS. L'absence de meilleures conditions de travail poussent souvent de nombreux cadres de l'INS à partir pour d'autres secteurs supposés meilleurs. Cet établissement est aussi confronté à un manque de cadres de conception (démographes...), qui ne représentent que 8% des effectifs globaux de l'INS, face à un grand nombre de techniciens supérieurs de la statistique et de la planification (74,5% des effectifs). « Ces nouvelles résolutions vont contribuer à l'amélioration des conditions de travail du personnel de l'Institut et au relèvement du niveau des performances techniques des agents par des formations continues ou le soutien des cadres dans la préparation aux concours internationaux de la statistique », a conclu Guecko Obambi.

Fiacre Kombo

DÉVELOPPEMENT

Les radios rurales dotées de nouveaux équipements

Le Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (Pdac) a fait un don d'outils aux radios rurales de Brazzaville, Loutété, Owando, Itoumbi et Enyellé.

L'objectif de ce don est de permettre le bon fonctionnement des radios rurales afin qu'elles jouent pleinement leur rôle dans la vulgarisation des techniques agricoles au profit des acteurs agropastoraux et halieutiques du monde rural et périurbain. Les matériels de travail ont été symboliquement remis, le 22 juillet à Brazzaville, au directeur général de la Radio rurale, Roger Polte Yirama, par le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Pascal Robin Angonka. S'élevant à hauteur de 99 405 488 FCFA, le don offert est constitué de six mélanges audio ; une paire d'enceintes acoustiques ; quatorze casques d'écoute ; six enregistreurs audio de studio ; six lecteurs CD ; seize enregistreurs audio portables de reportage ; six amplificateurs distributeurs de casque ; vingt micros mains ; quarante bonnettes anti-vent pour microphone ; six pieds de tables légers de reportage pour microphone ; six pinces pour microphone ; dix lampes d'éclairage studio, etc.

Ce don qui s'inscrit dans la composante 3, renforcement des capacités des institutions publiques et privées qui appuient le développe-

ment de l'agriculture commerciale, intervient après un état des lieux réalisé en 2019 et 2022 par le Pdac en vue d'identifier les problèmes techniques auxquelles ces radios étaient confrontés. En effet, les équipements offerts aux bénéficiaires ont été fournis par la société Broadcast Solutions, sélectionnée pour la réalisation de la tâche.

« L'appui que le Pdac vient de faire aux radios rurales est très important, car cela donnera de la capacité à ces radios de mieux faire circuler l'info sur les politiques agricoles et les activités opérationnelles agricoles... La communication agricole est l'un des éléments fondamentaux pour le développement de l'agriculture au Congo et nous ne pouvons pas avoir une agriculture active et des acteurs agropastoraux et halieutiques actifs s'il n'y a pas une bonne communication sur l'agriculture. Aujourd'hui le gouvernement a placé l'agriculture comme priorité, donc il faut renforcer la communication en matière agricole », a déclaré le coordonnateur du Pdac, Isidore Ondoki. Satisfait du don, le directeur général de la Radio rurale de Brazzaville, Roger Polte Yirama, a fait savoir que ses outils permettront



Roger Polte Yirama recevant symboliquement le don des mains de Pascal Robin Angonka/Adiac améliorerons en qualité nos émissions d'animation, de production et d'actualité. Ceci bien sûr pour une meilleure sensibilisation de la population rurale dans le cadre de leurs activités agropastorales et halieutiques », a indiqué Roger Polte Yirama.

de redynamiser les performances du plateau technique des radios rurales congolaises et des autres chaînes de l'intérieur. Il s'agit de la radio rurale communautaire de Loutété dans la Bouenza, d'Owando, de la Lekoumou, d'Etoumbi dans la cuvette-ouest et enfin celle d'Enyellé dans le département de la Likouala. « Nous remercions très infiniment le gouvernement congolais, la Banque mondiale et le Pdac en particulier et rassurons que non seulement nous en ferons bon usage mais aussi que nous

Présidant la cérémonie, Pascal Robin Angonka s'est réjoui de ce don qui, selon lui, permettra à ces différentes radios rurales d'exprimer leur talent de journalistes présentateurs, animateurs ou de techniciens. S'adressant aux bénéficiaires, il les a conviés

à redoubler d'amour au travail et à plus d'abnégation. « La crédibilité des radios rurales dépendra de la qualité des services rendus par vous les journalistes et le gouvernement compte sur vous pour booster l'entrepreneuriat agricole », a-t-il relevé.

Cofinancé par le Congo et la Banque mondiale, le Pdac a pour objectif d'améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès aux marchés des groupes de producteurs, des petites et moyennes entreprises agro-industrielles.

Gloria Imelda Lossele

TECHNOLOGIES

L'application « StudelyApp » officiellement lancée au Congo

La nouvelle plateforme de paiement créée par la société Studely est désormais opérationnelle au Congo. Dédiée aux étudiants désireux de poursuivre leurs études en France ou en Allemagne, StudelyApp permet d'effectuer les opérations financières et administratives sans encombre.

Lancée officiellement, le 22 juillet à Brazzaville, en présence des ministres des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, et celui de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Manguessa Ebome, du secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la Jeunesse, Juste Bernardin Gavet, et de quelques entrepreneurs et étudiants, Studely est le premier service financier dédié aux étudiants qui a pour vocation de simplifier les démarches financières et administratives à partir de son pays jusqu'à son installation dans le pays d'accueil. Concrètement, la structure accompagne les étudiants dans l'obtention des documents suivants : le visa, le titre de séjour, le justificatif de ressources, le paiement des frais de scolarité, la recherche de logement, la souscription d'une assurance voyage, santé, habitation, la recherche d'emploi, de stage ou de job étudiant, etc.

« StudelyApp part de mon expérience d'étudiant et de ma mobilité en France. J'ai été confronté à d'énormes difficultés, il y a plus de dix



Le président du groupe Studely présentant l'application/DR

ans. Pour y faire face, nous avons créé cette application afin de permettre aux étudiants de finir avec la galère qu'ils connaissent ou qu'ils ont connue. La société qui la gère, Studely, est une structure financière qui a son siège en France et qui pro-

pose un ensemble de service dans plusieurs pays africains dont le principal est le justificatif de ressources qui est l'attestation de virement irrévocable dont ont besoin les étudiants au moment de vouloir obtenir leur visa... », a expliqué Duplex Kamgang,

PDG du groupe Studely.

A en croire ses propos, ce compte de paiement permettra donc à l'étudiant depuis le Congo de pouvoir faire les paiements essentiels, notamment ceux des frais de scolarité, de logement et une fois arrivé sur place ce dernier aura la possibilité avec son application de faire toutes ces opérations et plus tard acquérir une carte bancaire de paiement. Une innovation qu'a salué le ministre Ibombo car, pour lui, cette plateforme enrichira l'écosystème congolais des solutions concrètes aux problèmes réels rencontrés par de nombreux étudiants en mobilité. « Dans cette vision partagée, je voudrais ici féliciter et encourager le promoteur de la plateforme Studely ainsi que la pépinière d'entreprise Kosala », a-t-il dit.

Dexter Omono, CEO de Kosala, a souligné le fait que Studely ce sont des jeunes qui ont eu un rêve. Ils ont osé et créé une plateforme qui peut aider beaucoup de gens. Dexter a, à l'occasion, convié d'autres jeunes à emboîter le pas de l'entrepreneuriat. « A Kosala, nous disons partir de zéro pour réussir c'est possible.

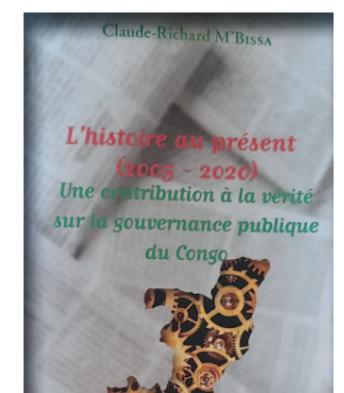
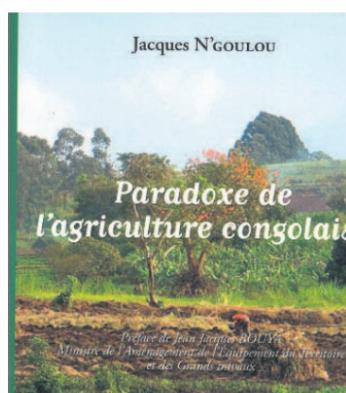
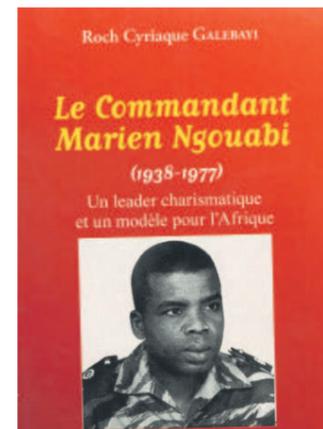
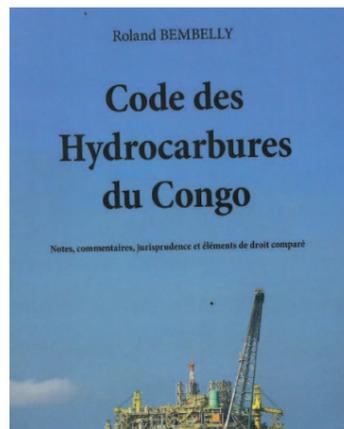
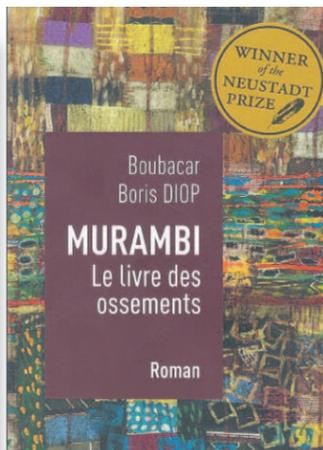
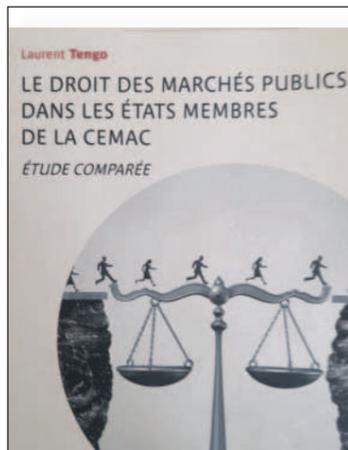
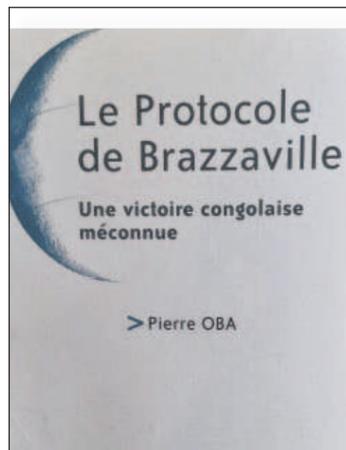
Et cela n'est point un slogan, mais une expérience que nous avons vécue. Vous avez un projet, venez nous voir à Kosala et nous vous aiderons à travers notre incubateur », a-t-il fait savoir. Et de poursuivre : « On se plaint que la jeunesse assiste et ne fait rien. Alors qu'aujourd'hui le gouvernement arrive à créer des conditions. C'est donc à nous de créer le climat pour bénéficier de l'accompagnement public ».

Edith Michelle Samba, parent d'une étudiante ayant bénéficié des services de Studely, a partagé son témoignage au cours de la cérémonie afin d'édifier l'assistance. Elle a affirmé que la structure qu'elle a découverte en 2020 lui a été d'une grande utilité pour le voyage de sa fille, sa nièce et même la fille d'une connaissance. Et ce qu'elle apprécie dans ses services, c'est notamment la rapidité dans l'acquisition du visa, la traçabilité de la gestion des fonds et la facilité dans les démarches administratives. L'application est déjà disponible sur Play Store et bientôt sur App Store.

Merveille Atipo et Gloria Imelda Lossele



EN VENTE



QUARTS DE FINALE DE LA COUPE DU CONGO

La manche retour s'annonce très décisive

Le tirage au sort des quarts de finale et des demi-finales effectué le 21 juillet, au siège de la Fédération congolaise de football, écarte déjà l'hypothèse de revivre la même affiche de la dernière finale de la Coupe du Congo disputée en 2019 face à l'AS Otohô et remportée par l'Etoile du Congo.

Le palmarès de la compétition, l'un des premiers critères du tirage a fait de sorte que deux finalistes se croisent à l'étape des quarts de finale et l'un des deux prendra la porte à l'issue de

de cette double confrontation affrontera le 3 août à l'aller et le 8 au retour, pour le compte du dernier carré, l'un des équipes d'Interclub puisque l'Interclub de Brazzaville et celui de Dolisie vont

hérité d'un tirage au sort aisé. Le club le plus titré de la Coupe du Congo hérite de V Club Mokanda. Après le déplacement de Pointe-Noire, la qualification se jouera le 29 juillet à Brazzaville. Le vain-



L'AS Otohô tirée pour affronter l'Etoile du Congo en quart/Adiac

la double confrontation As Otohô-Etoile du Congo.

La phase aller est prévue pour le 24 juillet à Owando et le retour le 29 juillet au stade Alphonse-Massamba, a décidé le tirage au sort effectué le 21 juillet. Le vainqueur

disputer l'une des places qualificatives pour les demi-finales. Les Brazzavillois se rendront à Dolisie le 24 juillet avant de recevoir les Dolisiens le 28 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat.

Les Diables noirs n'ont pas

James Golden Eloué

LIGUE 2

La Fécofoot apporte son soutien financier aux équipes

Le championnat national Ligue 2 va bientôt aborder les play offs, l'étape la plus décisive en vue de la montée en Ligue 1.



Jean Guy Blaise Mayolas remettant le chèque à l'AS ElboAdiac

La compétition qui mettra aux prises huit équipes, dont cinq de Brazzaville et trois de Pointe-Noire, va se dérouler à Ignié sur les nouvelles pelouses du Centre technique de la Fédération congolaise de football (Fécofoot).

Pour encourager les équipes à donner le meilleur d'elles-mêmes sur le terrain, la Fécofoot a mis la main dans la poche en remettant à chacune d'elles des chèques dont le montant variait entre 2 000 000 et 1350 000 FCFA. Les montants reçus n'ont pas été identiques, parce que la Fécofoot a retiré 100 000 francs pour les droits de la Coupe du Congo, 100 000 pour les cotisations statutaires et les amendes de la Coupe du Congo. Même si les montants ne sont pas à la hauteur des attentes, le geste soulage tant soit peu les dirigeants des équipes qui font le volontariat.

« On peut dire merci d'abord à la fédération. Le montant n'est pas tellement consistant parce que nous sommes en plein championnat et nous avons eu tellement de dépenses et de charges. L'argent qui nous a été remis servira à payer les dettes... Ce montant est vraiment insuffisant. Nous souhaitons à l'avenir que la fédération puisse augmenter le chèque d'autant plus que ce n'est pas facile de gérer les équipes sans subvention. C'est le volontariat que nous faisons pour encadrer les jeunes, car nous luttons à notre manière contre le banditisme », a commenté Franck Kaba, président de l'AS Elbo.

J.G.E.

JOUEUR AFRICAIN DE L'ANNÉE

Sadio Mané remporte le prix

La Confédération africaine de football a consacré, le 21 juillet, le Sénégalais Sadio Mané joueur africain de l'année, lors de la cérémonie des Caf awards tenue au Maroc en marge de la Coupe d'Afrique des nations féminines.

C'est pour la deuxième fois consécutive que l'ancien joueur de Liverpool reçoit cette distinction. Les éditions 2020 et 2021 étant annulées en raison de la pandémie de Covid-19. L'actuel joueur du Bayern de Munich a devancé Edouard Mendy son coéquipier en équipe nationale et son ex-coéquipier Mohamed Salah. La logique a été respectée puisque Sadio Mané a été l'artisan de la première victoire des Lions de la Teranga non seulement à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, mais aussi de la qualification du Sénégal à la Coupe du monde devant Mohamed Salah. Il a remporté la Coupe d'Angleterre, la Coupe de la Ligue et disputé la finale de la Ligue des champions, perdue face au Real Madrid en étant souvent décisif.

Le Sénégal s'est taillé la part du



lion au cours de cette cérémonie parce que Pape Matar Sarr (Sénégal/Tottenham-Metz) a reçu le prix du meilleur jeune joueur. Le Sénégal est aussi meilleure équipe nationale puis Aliou Cissé meilleur entraîneur. Chez les femmes, la Nigériane Asiat Oshoala a été récompensée devant Ajara Nchout Njoya (Cameroun/ Inter Milan), Asiat Oshoala (Nigeria/ Barcelone) et Grace Chanda (Zambie/ BIIK Kazygurt).

Le Joueur africain de l'année est désigné par les capitaines et entraîneurs des équipes nationales africaines, des membres de la commission technique de la CAF et de certains médias. Le Palmarès de la soirée :
Meilleur club féminin : Mamelodi Sundowns Football Club (Afrique du Sud)
Meilleur club africain : Wydad Athletic Club (Maroc)

Meilleure joueuse interclubs : Evelyn Badu (Ghana- Sekondi-Hasaacas Ladies/Alvaldsnes)
Meilleur joueur interclubs : Mohamed El Shenawy (Égypte / Al Ahly)

Meilleure jeune joueuse : Evelyn Badu (Ghana- Sekondi-Hasaacas Ladies/Alvaldsnes)
Meilleur jeune joueur : Pape Matar Sarr (Sénégal/Tottenham-Metz)
Meilleure équipe nationale : Sénégal
Meilleur but de l'année : Pape Ousmane Sakho (Sénégal/Simba SC Tanzanie)
Meilleure entraîneuse d'une équipe féminine : Desiree Ellis (Afrique du Sud)
Meilleur entraîneur africain : Aliou Cissé (Sénégal)
Meilleur joueur africain : Sadio Mané (Sénégal)

J.G.E.

DISTRICT D'OYO

La SNPC dote les hôpitaux de matériels médico-techniques

La fondation de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), dans le cadre de sa responsabilité sociétale, a renforcé les capacités de prise en charge des malades à l'hôpital général Edith-Lucie-Bongo-Ondimba et l'hôpital de référence Mama-Mouebara, en mettant à leur disposition deux ambulances, des médicaments et autres équipements.

Deux ambulances médicalisées, des malles chirurgicales, des matelas médicaux, des blouses pour sages-femmes et infirmiers, des médicaments, entre autres, ont constitué le don que la fondation SNPC a apporté à l'hôpital général Edith-Lucie-Bongo-Ondimba d'Oyo, dans le département de la Cuvette. Un ouf de soulagement pour l'infrastructure sanitaire qui, à en croire son directeur général, le Dr Raoul Chocolat, était confrontée aux problèmes de transfert des malades venus d'ailleurs s'arrêtant au niveau des frontières, ainsi que ceux qui devraient être transférés d'Oyo vers le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville pour compléter l'offre de soins. « Avec ces ambulances, médicaments et les autres équipements, la fondation SNPC nous a facilités la tâche dans la prise en charge des malades que nous recevons », a-t-il déclaré, après avoir reçu symboliquement un kit de médicaments des mains du secrétaire général de ladite fondation, Marie Joseph-Letembet, le 22 juillet, en présence des autorités locales.



La remise des médicaments à l'hôpital Mama Mouebara/Adiac

A l'hôpital général Edith-Lucie-Bongo-Ondimba, la fondation SNPC ne s'est pas seulement arrêtée à la remise du don. Elle a, par ailleurs, visité le service de néphrologie où se fait l'hémodialyse (traitement des maladies du rein). L'établissement sanitaire est l'unique du pays qui en fait. Pour les intrants qui manquent parfois, le Dr Raoul Chocolat a fait part à la fondation SNPC pour en obtenir. Dans ce même hôpital, la Fondation SNPC n'est pas à son premier coup d'essai. La structure avait déjà fait

des dons en médicaments et équipements. Aussi, ladite fondation avait construit deux forages : un pour alimenter le service d'hémodialyse, l'autre pour renforcer le système d'approvisionnement en eau dans l'ensemble des compartiments de l'hôpital général, a rappelé son directeur général.

Avant de faire le don à l'hôpital général, la fondation SNPC est passée par l'hôpital de référence Mama-Mouebara. Des médicaments, des intrants et autres équipements ont été mis à disposi-

tion pour permettre à cette structure sanitaire, d'une capacité d'accueil de plus de soixante lits, d'améliorer l'offre de soins et de services de santé. Ces médicaments concernent l'ensemble des tiroirs pharmaceutiques des différents services de ces hôpitaux.

« Nous saluons l'élan de cœur de la fondation SNPC qui compatit à la douleur des malades en faisant ce don, suite à la demande que nous avons formulée », a indiqué le directeur de l'hôpital, Désiré Mviri, en pro-

mettant de faire bon usage de ce don au profit des malades.

« Notre responsabilité sociétale nous oblige de contribuer à l'amélioration du système de santé du pays, en aidant les hôpitaux à améliorer l'offre de soins en qualité et en quantité », a déclaré, pour sa part, le secrétaire général de la fondation SNPC, Marie Joseph-Letembet, après la remise des équipements médico-techniques dans les deux hôpitaux, au nom du directeur général de la société pétrolière nationale, Raoul Ominga.

Selon lui, la fondation SNPC va prendre le temps d'étudier le problème de manque d'intrants constaté de temps en temps au service de néphrologie pour l'hémodialyse de l'hôpital général Edith-Lucie-Bongo-Ondimba. En attendant, ladite fondation poursuit sa mission sociétale, non seulement dans le secteur de la santé, mais aussi de l'éducation, de la prise en charge des personnes vulnérables : orphelins, veuves, personnes de troisième âge et bien d'autres domaines.

Rominique Makaya

RÉFLEXION

S'il fallait une preuve ...

Oui, convenons-en, s'il fallait une preuve que l'Afrique en général et le Bassin du Congo en particulier deviennent ou redeviennent des partenaires essentiels pour les grandes puissances du Globe, le séjour que vient d'effectuer à Oyo le puissant ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, est là pour l'apporter. Même si l'on ne sait pas tout ce que se sont dit le président Denis Sassou N'Guesso et lui lors des entretiens qu'ils ont eus sur les berges de la rivière Alima, on peut tenir pour certain que le message transmis par le président Vladimir Poutine à la plus haute autorité du Congo par le canal d'un de ses fidèles collaborateurs visait à resserrer les liens aujourd'hui quelque peu distendus qui avaient uni pendant des décennies Moscou et Brazzaville.

Etant en relation constante avec l'ambassade de la Fédération

de Russie comme avec les représentations diplomatiques des autres grandes puissances en poste au Congo, nous sommes bien placés pour dire que tous les « Grands » du monde pour le moins instable dans lequel nous vivons aujourd'hui font à juste titre de cette partie du continent africain l'une de leurs cibles diplomatiques prioritaires. Un objectif qui n'a pas cessé de se préciser tout au long des dernières décennies, mais que le conflit meurtrier opposant aujourd'hui la Russie et l'Ukraine en Europe de l'Est a amplifié ces derniers mois au point de faire des capitales africaines un enjeu diplomatique, économique, stratégique majeur pour le Kremlin comme pour la Maison Blanche ou le palais présidentiel de Beijing.

Qu'il nous soit donc permis d'écrire ici même, au risque de nous attirer de sévères répliques de la part de l'un ou l'autre des camps qui s'affrontent à fleurets de moins

en moins mouchetés sur la scène africaine, d'écrire donc que les Africains ont aujourd'hui tout à gagner en préservant, d'une part, leur indépendance face aux Grands de ce temps et en s'affirmant, d'autre part, comme des acteurs de la scène internationale que l'on ne peut ni manipuler, ni utiliser dans la nouvelle « guerre froide » qui se dessine. Détenant les plus grandes richesses naturelles de la planète, disposant d'une jeunesse bien décidée à tirer profit des progrès économiques en cours, s'imposant à l'échelle planétaire comme le principal acteur de la lutte pour la protection de la nature et donc contre le dérèglement climatique, l'Afrique en général et surtout l'immense Bassin du Congo sont désormais des acteurs incontournables de la scène mondiale. Mieux vaut en tirer les conséquences comme le font tout particulièrement aujourd'hui la Chine et la Russie et comme se décident visiblement à le faire les

Etats-Unis et l'Union européenne.

Qu'il nous soit permis, en conclusion très provisoire de cette Réflexion, de dire que si l'Afrique veut tirer le plus grand bénéfice de cette équation très stratégique elle ferait bien, d'abord, de mieux s'organiser dans le cadre de son Union, ensuite de jouer à fond la carte maîtresse de l'intégration économique qui donnera aux institutions sous-régionales existantes une puissance bien réelle dans le cadre très instable de la gouvernance mondiale. Faire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale l'un de ces pivots ne peut en effet que générer de grandes avancées sur le plan économique, financier, social. Mais aussi stratégique, en mettant en place les systèmes de prévention et de gestion des crises qui protégeront ses peuples.

Simple question de bon sens n'est-il pas vrai ?

Jean-Paul Pigasse